

Brochure n° 3616

Convention collective nationale

IDCC : 7002. – **COOPÉRATIVES AGRICOLES DE CÉRÉALES,
DE MEUNERIE, D'APPROVISIONNEMENT, D'ALIMENTATION
DU BÉTAIL ET D'OLÉAGINEUX**

AVENANT N° 112 DU 9 AVRIL 2008
RELATIF AU BARÈME DES RÉMUNÉRATIONS MINIMALES ANNUELLES
GARANTIES POUR L'ANNÉE 2008

NOR : *AGRS0897096M*

IDCC : 7002

Entre :

COOP de France, métiers du grain ;
COOP de France, nutrition animale,

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;
La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et
des secteurs connexes (FGTA) FO ;
La fédération de l'agriculture CFTC ;
Le syndicat national de la coopération agricole (SNCOA) CFE-CGC ;
L'union nationale des syndicats autonomes agriculture agroalimentaire
(UNSA 2A),

D'autre part,

PRÉAMBULE

Considérant que les partenaires sociaux ne sont pas parvenus à un accord
salarial en 2007 ;

Considérant que les mêmes partenaires ont souhaité ardemment que
pareille situation ne se reproduise pas en 2008 ;

Considérant que la négociation des salaires porte sur des rémunérations
minimales annuelles garanties (RAG) ;

Considérant que les entreprises souhaitent conserver des marges de manœuvre pour une politique de rémunération globale,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les rémunérations minimales annuelles garanties (RAG) instituées par l'avenant n° 112 du 9 avril 2008 sont fixées pour l'année 2008 par un barème figurant en annexe au présent avenant et constituent, par coefficient hiérarchique, la rémunération annuelle minimale en deçà de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié ayant atteint 1 an de présence continue dans l'entreprise au 31 décembre 2008.

Article 2

Ce barème est établi sur la base de l'horaire hebdomadaire légal, soit 35 heures ou 151,67 heures par mois. Il sera adapté proportionnellement à l'horaire de travail du salarié ou de l'entreprise lorsque celui-ci est inférieur. Les dispositions des articles 3.4 à 3.10 de l'avenant n° 91 relatives aux modalités de calcul et de vérification des rémunérations minimales annuelles garanties sont applicables aux minima annuels fixés par le présent avenant.

Article 3

Il est convenu de réaliser une étude portant sur l'état des lieux des complémentaires santé et rente éducation existant dans les entreprises. Les résultats de celle-ci doivent permettre d'étudier l'opportunité de définir un ou des accords-cadres au niveau de la convention collective, étant entendu que chaque entreprise conservera la liberté de souscrire ou non à de tels accords.

Article 4

Les parties demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 9 avril 2008.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des rémunérations minimales annuelles garanties (RAG) pour l'année 2008

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	RAG 13 MOIS	SALAIRE MENSUEL
I	205	16 804,73	1 292,67
	210	16 900,72	1 300,06
	215	16 996,72	1 307,44
II	220	17 034,99	1 310,38
	225	17 154,60	1 319,58
	230	17 413,96	1 339,54
	235	17 673,29	1 359,48
III	240	17 715,68	1 362,74
	250	18 344,76	1 411,14
	260	18 973,84	1 459,53
IV	270	19 516,60	1 501,28
	280	20 142,91	1 549,45
	290	20 769,22	1 597,63
V	300	21 333,00	1 641,00
	310	21 957,47	1 689,04
	320	22 581,93	1 737,07
VI	330	23 183,62	1 783,36
	340	23 807,48	1 831,34
	350	24 431,34	1 879,33
VII	360	25 030,57	1 925,43
	370	25 653,80	1 973,37
	380	26 277,05	2 021,31
	390	26 900,30	2 069,25
VIII	400	27 469,94	2 113,07
	410	28 091,98	2 160,92
	420	28 713,99	2 208,77
	430	29 336,02	2 256,62

NIVEAU	COEFFICIENT	RAG 13 MOIS	SALAIRE MENSUEL
IX	440	29 958,07	2 304,47
	450	30 580,10	2 352,32
	460	31 202,14	2 400,16
	470	31 824,15	2 448,01
X	480	32 446,19	2 495,86
	490	33 068,23	2 543,71
	500	33 690,27	2 591,56
	510	34 312,30	2 639,41
	520	34 934,27	2 687,25
XI	530	35 556,35	2 735,10
	540	36 178,40	2 782,95
	550	36 800,42	2 830,80
	560	37 422,47	2 878,65
	570	38 044,49	2 926,50
XII	580	38 666,53	2 974,35
	590	39 288,56	3 022,20
	600	39 910,61	3 070,05
	610	40 532,65	3 117,90
	620	41 154,68	3 165,74
XIII	630	41 776,72	3 213,59